



Pour la mondialisation de la solidarité

Rapport d'activités 2011-2012 Perspectives 2012-2013

**Solidarité
Laurentides
Amérique
centrale**



TABLE DES MATIÈRES

Mot du président	p. 4
Mot de la coordonnatrice	p. 5

1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les IQSI dans les Laurentides

- Objectif de l'an dernier	p. 7
- Bilan 2011	p. 7
- Perspectives 2012	p. 8

1.2 Les activités de stage de solidarité internationale

- Objectifs de l'an dernier	p. 9
- Bilan 2011-2012	p. 9
1.2.1 Réalisation et suivi des deux stages de solidarité	p. 9
1.2.2 Organisation d'un séminaire sur le commerce équitable	p. 11
1.2.3 Sondage sur le niveau de satisfaction des stagiaires	p. 12
1.2.4 Réflexion sur les difficultés de recrutement pour les derniers stages	p. 12
- Perspectives 2012-2013	p. 13

1.3 Le Comité d'appui aux luttes

- Objectifs de l'an dernier	p. 14
- Bilan 2011-2012	p. 14
1.3.1 Dossier de l'industrie extractive canadienne au Sud	p. 14
1.3.2 Nouvelle politique de partenariat entre l'ACDI et les OCI	p. 15
1.3.3 Dossier du virage militariste de la politique extérieure canadienne	p. 15
1.3.4 Poursuite de nos appuis à des luttes	p. 15
1.3.5 Recrutement de nouveaux membres	p. 16
- Perspectives 2012-2013	p. 16

1.4 La promotion du commerce équitable

- Objectifs de l'an dernier	p. 17
- Bilan 2011-2012	p. 17
1.4.1 Rafrâichissement des outils et du discours	p. 17
1.4.2 Comité, GAPE et RCEL	p. 17
1.4.3 Promotion des produits équitables dans les écoles	p. 18
1.4.4 Pauses café équitable dans les institutions des Laurentides	p. 18
1.4.5 Organisation de la Quinzaine du commerce équitable 2012	p. 18
1.4.6 Informations au sujet du commerce équitable sur notre site Internet	p. 19
1.4.7 Soutien au FEEPSI	p. 19
- Perspectives 2012-2013	p. 20

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

- Objectifs de l'an dernier	p. 21
- Bilan 2011-2012	p. 21
2.1 Au niveau des projets de coopération	p. 21
2.2 Au niveau de la campagne de levée de fonds	p. 22
2.3 Autres implications du comité	p. 22
2.4 Conclusion : points forts du travail de l'année	p. 22
- Perspectives 2012-2013	p. 23

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

- Objectifs de l'an dernier	p. 24
- Bilan 2011-2012	p. 24
3.1 Personnel de SLAM	p. 24
3.2 « Membership » et militant-e-s	p. 24
3.3 Conseil d'administration	p. 24
3.4 Comités	p. 24
3.5 Communications	p. 25
3.6 Partenaires	p. 25
- Perspectives 2012-2013	p. 25

Mot du président

En 2011-2012, après l'automne des « *indignados* » et du mouvement *Occupy*, ce fut le **printemps érable**, bien québécois, comme on n'en n'avait jamais vécu. Les étudiants et étudiantes auront donné le pas en refusant la hausse des droits de scolarité et, plus profondément, l'idée que l'éducation soit une marchandise comme une autre et l'université, une simple entreprise. À la politisation rapide d'une frange importante de la nouvelle génération s'ajoutera le soulèvement pacifique des forces progressistes du Québec, dégoûtées par le détournement de l'État qu'était en train de faire le gouvernement libéral au service de la grande entreprise d'ici et d'ailleurs. L'histoire se rappellera particulièrement du Jour de la terre du **22 avril 2012** à Montréal et de ses deux à trois cent mille personnes qui ont pris la rue pour dénoncer l'ensemble des politiques néolibérales.

Mais les résultats des **élections** de cet été, qu'auront marqués la défaite des Libéraux par une très faible marge et l'arrivée des Caquistes, viennent nous rappeler cruellement qu'il y a encore une majorité de nos concitoyennes qui acceptent les idées de l'élite économique, comme celle de tarifier davantage les services publics ou, plus globalement, de mener la chose publique selon le modèle entrepreneurial. Plusieurs analystes se demandent sérieusement s'il sera encore possible, ici comme ailleurs, d'espérer élire un gouvernement libre de toute attache financière et qui mettrait **une économie juste au service de l'humain** (thème des JQSI 2012).

Pour sa part, SLAM, à l'instar du mouvement altermondialiste, essaie depuis plus de deux décennies, autant dans son discours que dans ses activités d'éducation, de coopération et de pression politique, de montrer que le néolibéralisme est une voie désastreuse pour les populations du Nord et encore plus pour celles du Sud aux prises avec des États plus fragiles.



Le Guatemala, où SLAM intervient, offre l'exemple typique d'un pays « en voie de développement », très riche en ressources, mais appauvri à cause d'une absence de répartition de la richesse et de la terre qui condamne un enfant sur deux à ne pas manger à sa faim (pire qu'en Haïti¹). Le Guatemala symbolise bien les pays qui ont subi dans les années 90 les « politiques d'ajustement structurel » issues de la vision néolibérale de la Banque mondiale et du FMI. On l'a incité à brader ses entreprises publiques (plusieurs pourtant rentables) pour des intérêts privés et à assouplir les règles d'exploitation de ses ressources naturelles (sol et sous-sol). Résultat : aucune amélioration des conditions de vie de la majorité de la population. Pire, cinq départements du pays sont actuellement menacés de famine et le nouveau gouvernement de droite continue non seulement à faire la sourde oreille aux revendications des quatre mouvements paysans pour une loi sur le développement rural intégral mais a repris la voie de la répression et de la militarisation.

La politique de développement agroalimentaire soumise au diktat du marché qui a cours depuis les années 90 s'est avérée un échec monumental, au Guatemala comme ailleurs. À preuve, la nouvelle menace de graves famines dans les prochains mois. C'est pourquoi SLAM est fier de commencer ce mois-ci un nouveau projet sur la souveraineté alimentaire avec le Comité paysan des hauts plateaux (CCDA), l'un des fers de lance du mouvement paysan guatémaltèque. Ce projet allie justement développement économique et progrès social

par, entre autres, la création de deux coopératives (de fabrication de briques et d'embouteillage d'eau) et des activités de formation pour augmenter la capacité de la communauté à faire valoir ses intérêts. Et la revendication d'un nouveau modèle de développement agroalimentaire en fait évidemment partie.

Enfin, c'est pourquoi SLAM s'est lancé dans la promotion du commerce équitable à la fin des années 90 et continue sa mission principale de sensibiliser notre population aux inégalités des rapports Nord-Sud et de l'inciter à s'engager pour que ça change. À la mondialisation du système capitaliste qui atomise nos sociétés et menace notre environnement, SLAM a choisi, comme d'innombrables organismes et réseaux à travers le monde, d'opposer la mondialisation de nos solidarités.

Marcel Gosselin

1: données du rapport mondial sur l'enfance de l'UNICEF paru en mars 2012

Mot de la coordonnatrice

Une année déjà s'est écoulée depuis mon arrivée à SLAM, au sein d'une impressionnante équipe de « passionné-e-s » de la solidarité avec le Guatemala.

Ces dix mois d'activités ont été chargés en réunions de comités, en activités publiques et kiosques dans près d'une dizaine de municipalités des Laurentides. Que de découvertes et de rencontres enrichissantes !

Des bonnes nouvelles aussi ! En effet, pour le financement de base, nous bénéficierons d'une majoration de 10 000\$ du **Programme d'appui à la mission éducative (PAME)** du ministère des Relations internationales (MRI) pour les deux prochaines années (2012-2014). Nous recevrons donc des contributions annuelles de 30 000\$ au lieu des 20 000\$ que nous avons eus cette année. Pour SLAM et une dizaine d'autres organisations de coopération internationale de diverses régions, ça fera toute une différence !

Merci à Gervais L'Heureux, directeur de l'AQOCI, pour ses démarches et au MRI pour son appui !

Quant au **comité de levée de fonds**, il a réussi à dépasser son objectif de 10 000\$ et le comité de **coopération** a obtenu une subvention du MRI de près de 120 000\$, à laquelle s'ajoutent 32 000\$ de la Fondation Louise-Grenier, pour un projet de deux ans avec notre partenaire au Guatemala.

Une ombre au tableau toutefois : la triste annonce de la **fermeture d'Équita**, principal partenaire de SLAM depuis des années pour le commerce équitable.

Le rapport qui suit vous présente l'ensemble des réalisations de chaque comité mais il y a eu de beaux moments qui ne s'y retrouvent pas, tout simplement parce qu'ils ne furent pas associés à l'un ou l'autre des comités. Je pense entre autres à la **semaine du développement international** qui a été soulignée par un atelier de SLAM animé par Ivy le 14 février, en collaboration avec Ici par les arts. L'artiste Pascale Rochette a alors remporté le concours régional.

Je pense aussi aux activités en lien avec le ROCL (regroupement des organismes communautaires des Laurentides) pour souligner les dix ans de la politique québécoise sur l'action communautaire en octobre 2011 et la journée internationale des femmes en mars dernier.

Je pense à l'assemblée citoyenne organisée par le Réseau des femmes des Laurentides à Saint-Jérôme qui m'a permis de faire connaissance avec de nombreuses « alliées naturelles » de notre cause...

Finalement, la « réfugiée déracinée » que je suis est en bonne voie d'adaptation dans son nouveau milieu de vie et vous remercie de votre accueil !

Au plaisir de faire encore « un bon bout de chemin » avec vous en 2012-2013 !

Sylvie Gendron

1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) dans les Laurentides

Objectif de l'an dernier

Coordonner l'organisation des JQSI-Laurentides du 2 au 12 novembre 2011 sous le thème de l'engagement citoyen et le slogan « Le temps d'agir ».

Bilan 2011

Nombre total de personnes rejointes directement par les activités réalisées.

JQSI 2010	JQSI 2011
Activités publiques : 1235 (7 activités dont 2 à 2 reprises et 1 à 3 reprises)	508 (7 activités dont 1 à 2 reprises)
Animations jeunesse: 583 Nombre d'animations jeunesse : 23 Nombre d'écoles secondaires : 5 Nombre de maisons de jeunes : 2	492 16 2 1 rassemblement de maisons de jeunes
Total : 1818	1000

Nombre total de personnes rejointes indirectement par l'entremise des médias.

JQSI 2010	JQSI 2011
- 409,593 exemplaires (médias écrits) - aucune donnée (radio)	- sensiblement le même qu'en 2010 (10 médias écrits) - entrevues avec Marcel Gosselin (radio et télé)

Nombre de villes/villages où nous avons organisé des activités.

JQSI 2010	JQSI 2011
5 : Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Val Morin, Sainte-Agathe-des-Monts et Saint-Eustache	5 : Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Val Morin, Sainte-Agathe-des-Monts et Val David

Porte-parole

Notre porte-parole régional fut Guillaume Lemay-Thivierge. Il a participé à la conférence de presse, ce qui a attiré l'attention des journalistes et du public. Son témoignage fut alors très apprécié. Il n'a toutefois pas pu être présent aux activités publiques, son horaire étant très chargé.

Bilan des activités régionales

Activités	Nombre de participants
Foire de la solidarité internationale (kiosques et scènes interactives) - Mercredi 2 novembre 12h à 14h au Cégep de Saint-Jérôme	140
Témoignage des stagiaires du stage sur le commerce équitable 2011 - Mercredi 2 novembre 19h 30 à la Bibliothèque de Val-David	18
Film « Le Business de l'or au Guatemala », discussion avec Marcel Gosselin - Jeudi 3 novembre 13h au Cégep de Saint-Jérôme - Jeudi 10 novembre 19h 30 au Théâtre Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse	130 30
Film « Mirage d'un Eldorado » et discussion avec Gerardo Aiquel - Jeudi 3 novembre 19h 30 au Théâtre du Marais, Val-Morin	20
Rencontre de deux députés NPD - Mardi le 8 novembre de 11h à 12h à Saint-Jérôme	10
Conférence de Raphaël Canet sur l'engagement citoyen - Mercredi 9 novembre 19h au Cégep de Saint-Jérôme	20
Souper communautaire et soirée culturelle - Jeudi 10 novembre 18h à 21h à Ici par les arts, Saint-Jérôme	60
Assemblée sur l'implication citoyenne - Lundi le 28 novembre de 17h à 20h à Sainte-Agathe-des-Monts	80
Total	508

Bilan des communications 2011

Médias écrits (10)	Date
Journal Accès Laurentides	25 octobre et 22 novembre
La Quinze Nord.com (bulletin électronique)	26 octobre
Journal Le Nord	27 octobre
Le Mirabel	29 octobre et 19 novembre
L'Éveil	1 ^{er} novembre
La Voix des Mille-Îles	2 novembre
L'Éveil et la Concorde	3 novembre
Nord-Info	5 et 29 novembre
L'Écho du Nord	9 novembre
Survol Rive Nord	19 novembre
Radio (nom de la radio et fréquence)	Date
Radio M - www.canalm.ca - Entrevue avec Marcel Gosselin	7 novembre a.m.
Télévision	Date
TV communautaire Sainte-Adèle - Entrevue avec Marcel Gosselin	8 novembre p.m.
Autres moyens de diffusion (bulletin, site web, etc.)	Date
Site web de SLAM	Début novembre
Bulletin de SLAM	Fin décembre
Site du Théâtre du Marais	Octobre-novembre
Dépliants des Ciné-clubs de Val Morin et Sainte-Thérèse	Automne
Page Facebook - SLAM et partenaires	Octobre et novembre
Site web du Forum jeunesse des Laurentides	Novembre
Site internet de Jeunesse Canada Monde	Novembre

Partenaires

Nom des organismes
Cégep de Saint-Jérôme
Amnistie internationale
Développement et Paix
Café de rue SOS
Forum Jeunesse des Laurentides
Jeunesse Canada Monde, groupe d'échange avec la Bolivie
Ici par les arts
Le Coffret (organisme d'accueil et d'intégration des immigrant-e-s et des réfugié-e-s)
Réseau des femmes des Laurentides



Perspectives 2012-2013

- 1) Coordonner l'organisation des JQSI-Laurentides du 7 au 17 novembre 2012. Le **thème** de cette année est « la valorisation d'une économie juste au service de l'humain » et le **slogan** « Faisons les comptes! ».
- 2) Développer la collaboration avec plus d'écoles secondaires, avec les centres collégiaux de Mont-Tremblant et Mont-Laurier (du Cégep de Saint-Jérôme) et avec le Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse.
- 3) Améliorer la promotion et la visibilité des JQSI (ex. panneaux électroniques de certaines villes, affichage dans les autobus, selon les coûts, autres moyens à explorer).

1.2 Les activités de stages de solidarité internationale

Objectifs de l'an dernier

- 1) Assurer le suivi des deux stages de solidarité internationale tenus en juin et juillet 2011, autant les témoignages de solidarité pour le public des Laurentides (des deux stages) que la réflexion sur le commerce équitable à l'intérieur de SLAM.**
- 2) Organiser deux nouveaux stages de solidarité en 2012 : un ayant comme thème « le commerce équitable » et un stage régulier d'immersion dans la société guatémaltèque et ce, selon les ressources pour assurer les conditions de réalisation.**
- 3) Continuer la réflexion sur la question du recrutement des stagiaires afin de rejoindre davantage de personnes tout en ne négligeant pas nos objectifs de solidarité internationale.**
- 4) Recruter de nouvelles personnes pour le comité.**

Bilan 2011-2012

Les points saillants de l'année liés au travail de solidarité internationale par l'organisation des stages de solidarité internationale furent les suivants :

- la réalisation et le suivi de deux stages de solidarité dont un, spécialisé, sur le commerce équitable et l'autre, d'immersion, dans la société guatémaltèque ;
- la planification et le recrutement pour un stage à l'automne 2012 ;
- l'organisation d'un séminaire pour réfléchir sur les découvertes faites lors du stage sur le commerce équitable au Guatemala et dégager des pistes de renouvellement du discours de SLAM ;
- la réalisation d'un sondage de satisfaction auprès des anciens stagiaires des huit derniers stages de solidarité réalisés depuis 2005 ;
- la réflexion sur le recrutement des stagiaires.

1.2.1 Réalisation et suivi des deux stages de solidarité

Le stage sur le commerce équitable s'est tenu du 17 juin au 7 juillet et comprenait six personnes dont trois membres du conseil

d'administration. Ce stage, quoique décidé avant la réunion du C.A. élargi de février 2011, fut grandement influencé par les réflexions de cette rencontre et des discussions au comité de commerce équitable. Lise et Yves Nantel agissaient à titre d'accompagnateurs du groupe.



Le stage a consisté en deux volets principaux : immersion dans la société guatémaltèque avec préoccupation particulière sur le commerce équitable. Cette partie s'est déroulée à Quetzaltenango.

Puis, les stagiaires ont visité et analysé deux expériences différentes de commerce équitable :

- une communauté, Nueva Alianza, qui a entrepris de se prendre en main par le développement de projets productifs dont le café équitable, la noix de macadam, l'embouteillage d'eau potable, le tourisme équitable, etc. et ;
- une organisation, le *Comite Campesino del Altiplano* (CCDA), qui regroupe plusieurs communautés de petits producteurs dans 11 départements du Guatemala dont des producteurs de café équitable mais aussi de cressons, de bananes, etc. CCDA est en voie de construire des infrastructures d'accueil pour du tourisme équitable sur une montagne surplombant le très beau *Lago* (lac) Atitlán.

Il n'est pas inutile de souligner le contact établi avec *Café Conciencia* dont le responsable est Omar Mejía et qui a été très utile lors de la visite à Nueva Alianza. Aujourd'hui, on peut compter sur un nouveau partenaire guatémaltèque.

Le mandat des stagiaires était :

- de prendre connaissance directement des expériences de commerce équitable afin de « rafraîchir le discours » de SLAM sur le commerce équitable après plus de 10 ans de promotion dans la région et ;
- d'explorer les problèmes reliés à la certification équitable, que nous entendons ici, et ce, à partir du vécu sur le terrain.

Ces deux mandats ont été abordés dans l'analyse des deux types d'expériences et dans le rapport de stage présenté au séminaire de février 2012.

Les stagiaires ont apporté 2 000 \$ qui furent affectés à la construction d'un centre nutritionnel à Quixaja et d'une cuisine communautaire à San José dont deux destinés à contrer la sous-alimentation des plus pauvres de la région.

Le stage régulier à Chicoj Raxquix s'est déroulé du 1^{er} juillet au 20 juillet 2011 et comprenait cinq stagiaires, toutes des filles. Na-

thalie Filion était la seule accompagnatrice suite au décès de la regrettée Françoise Lemay qui devait agir aussi comme accompagnatrice.

L'immersion dans la société guatémaltèque se faisait à Quetzaltenango par des cours de langue espagnole, la vie dans des familles et des conférences et visites culturelles tout au long de la semaine et par un détour pour visiter un des plus grands sites archéologiques mayas, Tikal. Puis le séjour de contacts plus intenses et relié aux centres d'intérêt choisis se faisait dans une communauté maya de l'ethnie q'eqchi de la région de l'Alta Verapaz près de Coban.

Le séjour dans la communauté Chicoj Raxquix fut particulièrement intense et apprécié. Encore une fois, très bien organisé par notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, les stagiaires ont reçu un accueil exceptionnel et ont pu discuter très librement avec les leaders et les membres de la communauté malgré la barrière de la langue (certains membres, surtout les femmes, ne parlaient que la langue q'eqchi). La communauté lutte pour l'obtention de l'eau potable depuis nombre d'années : elle en est toujours à récolter l'eau de pluie ou à aller chercher l'eau à de grandes distances lors des périodes sèches.

Les stagiaires ont apporté un montant de 2 400 \$ et déjà la communauté a prévu l'affecter à la construction d'une petite clinique de santé particulièrement dédiée aux soins des enfants.



Les stagiaires de retour de Chicoy Raxquix nous ont présenté des montages multimédias sur leurs différents thèmes d'intérêt alors que les membres du groupe de Quixaya se sont improvisés comédiens dans une petite mise en scène pour sensibiliser les auditeurs au

commerce équitable. Tous et toutes ont participé à l'écriture du Bulletin spécial SLAM pour exprimer un aspect de leurs découvertes pour sensibiliser les lecteurs.

Activités de témoignages de solidarité internationale

Conférences	Qui	Nombre de pers.
Bibliothèque de Saint-Jérôme	Tous et toutes	70
Bibliothèque de Val-David	Deux stagiaires	18
Centre culturel de Lorraine	Un stagiaire	8
Total des personnes rejointes		96
Médias		
Bulletin spécial SLAM	Tous	100 ex.
Nord-Info Basses-Laurentides		
Journal Le Courrier		
Journal Le Nord		

Étant donné les restrictions au niveau des lieux pour exprimer les témoignages de solidarité, il fut décidé de réunir les interventions des participant-e-s des deux stages dans les lieux comme la Bibliothèque de Saint-Jérôme qui nous assure habituellement un large public.

Nous avons aussi été confrontés à un manque de disponibilités tant de la part des participants au stage sur le commerce équitable que de ceux du stage dans la communauté maya, ce qui ne nous a pas permis d'organiser autant d'activités de témoignages qu'habituellement. Par contre, les participant-e-s au stage sur le commerce équitable ont organisé une partie du séminaire de février 2012 portant sur cette question.

1.2.2 Organisation d'un séminaire sur le commerce équitable

C'est le 18 février 2012 que s'est tenu le séminaire sur le commerce équitable. Quatorze personnes y ont participé.

La discussion a été introduite par la présentation du **rapport** du groupe de stagiaires inti-

tulé « *Se servir du commerce équitable comme tremplin de transformation sociale et de solidarisation avec les paysans du Sud* ».

Le rapport concluait

- en réaffirmant la nécessité de promouvoir le commerce équitable comme moyen de dénoncer les rapports économiques inégaux entre les pays du Sud et du Nord et comme alternative à proposer aux consommateurs québécois ;
- en maintenant le soutien au CCDA et aux autres organisations guatémaltèques qui aident concrètement les petits producteurs pour la commercialisation de leurs productions, l'augmentation de la productivité de leur activités agricoles, le renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles, etc., et appuient les efforts de changements structurels avec une vision de souveraineté alimentaire ;
- en énumérant une liste d'éléments pour rafraîchir le discours de SLAM au niveau du commerce équitable.

Le séminaire s'est terminé en appuyant les conclusions du rapport tout en se donnant une ouverture pour revoir comment appuyer le café équitable du CCDA, sans certification.

Le stage en organisation de 2012, qui était planifié pour aider à la cueillette du café dans les communautés aidées par CCDA, était senti pour continuer la réflexion à ce niveau. On verra que la fermeture d'Équita a quelque peu perturbé l'application des réflexions du séminaire par le comité « commerce équitable ».

1.2.3 Sondage sur le niveau de satisfaction des stagiaires

Cette activité n'était pas prévue dans les perspectives de l'année 2011-2012. En fait, elle découle du fait que nous n'avons pas pu réunir les conditions pour remplir une partie du 2^e mandat à savoir l'organisation de deux stages de solidarité en 2012. Étant donné que nous n'avions pas d'accompagnateur-trice-s pour les stages, nous avons décidé d'organiser un seul stage et, de plus, de le décaler au mois de novembre, pour le faire coïncider avec la cueillette de café dont la période s'étend de novembre à février.

Cette décision laissait des disponibilités qui nous ont permis de reprendre un projet amorcé il y a quelques années de sonder le degré de satisfaction des anciens stagiaires.

Après chaque stage, nous tentions une évaluation mais ça restait principalement sur les questions d'organisations techniques et quelques témoignages de prise de conscience par certain-e-s participant-e-s.

L'opération entreprise cette année avec la distribution du questionnaire d'évaluation se voulait une tentative d'évaluer les résultats des huit stages réalisés entre 2005 et 2011, afin de vérifier auprès des stagiaires la pérennité de leur solidarité internationale. Donc aller au-delà de la description des activités réalisées par le comité stage et les stagiaires que nous mettons chaque année en évidence

dans les rapports annuels d'activités de SLAM. Un **rapport** intitulé « **Évaluation des découvertes et du taux de satisfaction des stagiaires SLAM 2005-2011** » a été produit, puis discuté en conseil d'administration.

Les huit stages ont rejoint au moins 43 personnes différentes. De ce nombre, nous avons perdu contact avec cinq d'entre elles, deux sont décédées, 22 personnes sur 36 possibles ont répondu au questionnaire. Il en ressort que le taux de satisfaction est des plus élevé avec 21 personnes très satisfaites et une moyennement satisfaite.

Sans entrer dans les détails, mentionnons que nous constatons que les prises de conscience individuelles et les actions conséquentes sont au rendez-vous dans de très grandes proportions alors que l'engagement collectif, donc avec d'autres personnes, est moins fréquent.

En ce qui concerne la préférence pour certains types de stage plus que d'autres, toutes les formules proposées sont appréciées ou justifiées selon les intérêts des participant-e-s.

Le résultat du questionnaire nous confirme dans l'orientation des stages jusqu'à ce jour. Et pourtant...

1.2.4 Réflexion sur les difficultés de recrutement pour les derniers stages

Et pourtant, nous avons de la difficulté à recruter de nouveaux stagiaires depuis quelques années. Le comité a poursuivi sa réflexion sur la question et le sondage d'évaluation a permis un degré supplémentaire d'approfondissement.

Depuis le début, les stages ont été vus comme un moyen privilégié de rejoindre de nouvelles personnes et de les inscrire dans un cheminement de découvertes des réalités vécues par les paysan-ne-s guatémaltèques en vue de susciter des désirs de solidarisation avec ces paysan-ne-s, de poser des gestes individuels en ce sens et, encore plus, de témoigner pour inciter d'autres personnes à en faire autant.

Dès le départ, nous avons privilégié la sollicitation des membres de SLAM et celle au sein des organismes communautaires, syndicaux, sociaux, etc.

Depuis trois ans environ, nous avons dû ouvrir la sollicitation auprès du grand public par des communiqués dans les médias. Mais on s'est aperçu que la présentation que nous faisons de nos stages semblait faire « peur » à de nouvelles personnes : trop d'aventures, pas assez de « confort », peu de travail volontaire comme solidarité, etc.

L'étude des résultats du sondage nous a projetés sur la qualité de la solidarité que nous voulons et pouvons provoquer et sur notre capacité d'intégrer de nouveaux militant-e-s qui nous suggèrent des actions à entreprendre suite aux stages de solidarité.

De même, l'expérimentation de stages dits « spécialisés » nous fait voir des différences importantes dans les attentes des participant-e-s et la nécessité de bien fixer des objectifs réalisables selon les formules retenues.

Un autre facteur entre en ligne de compte, c'est notre nouveau partenaire au Guatemala qui nous ouvre des possibilités nouvelles mais

en même temps des restrictions par rapport à ce que nous avons expérimenté dans le passé. On ne vit plus en contact étroit avec les communautés, c'est le CCDA qui nous reçoit. Comment en tenir compte ?

Ce ne sont que des réflexions préliminaires que nous devons approfondir à partir des expériences nouvelles.

Implication du comité

Le comité « stage de solidarité internationale » était composé de Marie-Claude Coupal, Nathalie Filion, Diane Thériault auquel s'est ajouté Daniel Hickey, sous la coordination d'Yves Nantel. Lise Nantel a travaillé avec le comité jusqu'en novembre 2011 et Monique Lapierre travaille avec le comité depuis avril dernier. Ces dernières agissent aussi de façon ponctuelle à titre d'accompagnatrices des stages respectifs.

Le comité s'est rencontré à six reprises au cours de l'année, sans compter l'organisation de la rencontre d'information et de recrutement des stagiaires de fin mai. De plus, il a participé à un atelier pratique de l'AQOCI sur « les aspects légaux des séjours à l'étranger ».

Perspectives 2012-2013

- 1) Assurer l'organisation, la réalisation et les activités de témoignages de solidarité au retour du stage de solidarité du 23 novembre à la mi-décembre 2012.**
- 2) Planifier et procéder au recrutement d'un stage régulier à réaliser au cours de 2013.**
- 3) Continuer la réflexion sur les difficultés de recrutement de nouveaux stagiaires à partir des résultats du sondage réalisé l'an dernier et des constatations faites suite au recrutement de cette année.**
- 4) Expérimenter des modes de recrutement et des contenus de stage correspondant au public visé tout en maintenant nos objectifs de favoriser le développement de la solidarité internationale.**

1.3 Le comité d'appui aux luttes

Objectifs de l'an dernier

1) Poursuivre notre travail **d'éducation et de mobilisation sur le dossier de l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement, principalement au Guatemala**, en faisant les liens avec ce qui se passe au Québec et dans notre propre région :

- faire des représentations auprès de nos deux nouveaux députés fédéraux, déjà sensibilisés au dossier, sur les suites à donner à C-300 ;
- présenter à nouveau le film « *Le business de l'or au Guatemala* »; quelques présentations sont déjà prévues dans la programmation des JQSI de novembre 2011 ;
- poursuivre nos appuis aux communautés, principalement guatémaltèques, qui subissent des violations de leurs droits par certaines compagnies canadiennes.

2) Poursuivre notre travail **d'éducation et de mobilisation contre le virage militariste de la politique extérieure canadienne** en concertation avec le collectif Échec à la guerre.

3) Continuer à questionner le bilan (et la poursuite) de l'intervention militaire en Afghanistan ainsi que l'intervention en Libye et poursuivre la réflexion sur « le droit et le devoir d'ingérence humanitaire ».

4) Poursuivre nos appuis à des luttes ou autres actions urgentes jugées pertinentes.

5) Recruter de nouveaux membres.

Bilan 2011-2012

Le comité, composé de sept membres, en plus de la coordonnatrice, s'est réuni à six reprises depuis la dernière AGA d'octobre 2011. L'essentiel de ses objectifs a été atteint.

1.3.1 Poursuite de notre intervention dans le dossier de l'industrie extractive canadienne au Sud

-**Présentation du film « *Le business de l'or au Guatemala* »** les 3 et 10 novembre aux cégeps de Saint-Jérôme et de Sainte-Thérèse dans le cadre des JQSI et début de la campagne de signatures de notre pétition pour une législation plus contraignante de cette industrie.

-**Rencontre des députés fédéraux du NPD** de Rivière-du-Nord et de Laurentides Labelle le 8 novembre sur ce dossier :

- remise de nos pétitions signées l'année précédente par plus de 400 personnes appelant à cette législation.
- partage des dossiers : bureau de surveillance de cette industrie et adhésion du Canada à l'Initiative internationale pour la transparence de cette industrie et pétition en faveur du nouveau projet de loi C-323 visant à contrer l'impunité dont jouit cette industrie.

Le comité décide par la suite de faire la promotion de la pétition en faveur de ce projet de loi.



-Campagne de signatures de la pétition pour le projet de loi C-323 lors de la présentation du film Trou Story :

- Théâtre du Marais à Val Morin le 19 janvier ;
- Ciné-Groulx de Sainte-Thérèse le 12 février ;
- Ciné-Club de Prévost le 24 février.

-Participation à la conférence « Droits humains et environnement. Gaz de schiste, eau, mines. S'opposer... De quels droits ? » le 23 février: trois membres y ont participé.

-Participation au colloque « Plan Nord, plans Sud. Résistances dans les Amériques: crimes socio-environnementaux et minières canadiennes », organisé par la coalition QUISETAL du 26 au 28 avril (présence de quatre membres du comité).

-Conférence le 30 mai et expo-photo « Mines au sud, gaz au Nord, même dépossession » du PAQG (du 30 mai au 7 juin) à Mont-Laurier, avec la précieuse collaboration de François Lapière de l'APEHL (association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides).



1.3.2 Intervention sur la nouvelle politique de partenariat entre l'ACDI et les OCI dans la reprise de la campagne Partenaires solidaires de l'AQOCI (dossier qui s'est imposé en cours d'année et qui est relié au précédent)

-Participation à l'assemblée générale spéciale de l'AQOCI de février portant sur la reprise de cette campagne pour reconnaître l'autonomie des OCI et appeler au retour à un véritable partenariat.

-Deuxième rencontre en février de nos deux députés fédéraux sur cette nouvelle politique de partenariat et sur les suites à donner aux dossiers de l'industrie extractive que nous nous étions répartis en novembre. Ces derniers ont émis un communiqué de presse appuyant SLAM dans ses revendications et qui fut repris par une dizaine de médias, de Saint-Jérôme jusqu'à Mont-Laurier. Un franc succès.

-Échanges avec la direction de l'AQOCI en mars sur le dossier de l'industrie extractive canadienne au Sud qui revient à l'avant-scène avec les projets pilotes de l'ACDI pour un partenariat entre des OCI et des minières transnationales. Un dossier de presse témoignant de l'appui de nos députés en cette matière lui a été remis.

-Participation de trois membres du comité au séminaire « Perspectives sur la collaboration entre OCI et compagnies minières » organisé par l'AQOCI le 26 mars.

1.3.3 Intervention dans le dossier du virage militariste de la politique extérieure canadienne

Le comité a décidé de ne pas participer à la **campagne du coquelicot blanc** en novembre (qui se veut annuelle) de la coalition Échec à la guerre dont SLAM est membre. Des objections ont été formulées et adressées à la coalition mais sans réponse satisfaisante.

Enfin, nous n'avons pas pu réaliser une activité autour du bilan de l'intervention militaire en Afghanistan et en Lybie non plus qu'une réflexion sur « le devoir et le droit d'ingérence humanitaire ».

1.3.4 Poursuite de nos appuis à des luttes ou autres actions urgentes jugées pertinentes

-18 novembre 2011 - **du collectif Échec à la guerre** : signature de la lettre pour dénoncer la répression israélienne contre les 27 internationalistes canadiens à bord du Tahrir qui cherchaient à briser pacifiquement le blocus contre Gaza.

-14 février 2012 - **de la campagne Partenaires solidaires de l'AQOCI** : lettre de SLAM à la ministre Bev Oda, responsable de l'ACDI, lui demandant de rétablir un véritable partenariat entre l'ACDI et les OCI.

-28 février - **de Cinéma Politica du cégep de Saint-Jérôme** (ciné-club) : interventions de membres du comité après la projection du film *Journal d'un coopérant*.

-Mars : **du CCDA** - participation à la levée de fonds en appui à la *marche indigène, paysanne et populaire pour la défense de la Terre-Mère, contre les expulsions et la criminalisation des paysans qui occupent des terres et pour le développement rural intégral*.

-Mars : lettre au député fédéral Pierre Dionne Labelle l'alertant des risques du **projet de loi C-31** de contrevvenir aux droits et libertés des réfugié-e-s au Canada.

-22 avril : mobilisation et participation à la marche du **Jour de la terre** à Montréal. Une vingtaine de membres et sympathisant-e-s y ont participé.

-1^{er} mai : participation de Marcel Gosselin à une **conférence de presse** organisée par la CSN, plusieurs groupes communautaires et l'AGES (association générale des étudiant-e-s du Cégep de Saint-Jérôme).

-Mai : **du CCDA** - lettre de SLAM au président du Guatemala, au ministre de l'Intérieur et au Procureur des droits humains pour demander la levée de l'état de siège imposé à la communauté de Santa Cruz Barillas et la suspension de la licence d'opération de la compagnie Hidro Santa Cruz SA.

1.3.5 Recrutement de nouveaux membres

Il n'y a pas eu de nouveau membre cette année.

Perspectives 2012-2013

1) Poursuite de notre travail de sensibilisation et de mobilisation pour une nouvelle législation encadrant l'industrie extractive canadienne au Sud (en lien avec le Nord) :

- rencontrer nos deux députés à l'automne 2012 pour leur remettre nos pétitions (près de 250 signatures jusqu'à maintenant) en faveur du projet de loi C-323 et s'entendre sur nos perspectives de collaboration pour la prochaine année ;
- organiser des conférences publiques à l'hiver et au printemps 2013 suite à la visite à la fin de l'automne de deux membres de notre comité dans la communauté guatémaltèque de San Miguel Ixtahuacan où se mène une lutte de résistance contre la mine d'or Marlin (de l'entreprise canadienne *Goldcorp*), lutte que soutient SLAM depuis plusieurs années.

2) Poursuite de nos interventions dans le cadre de la campagne Partenaires solidaires de l'AQOCI sur la rupture de partenariat entre l'ACDI et les OCI :

- continuer nos représentations auprès de nos députés ;
- suivre les activités de la coalition « *Pas de démocratie sans voix* ».

3) Poursuite de nos interventions sur la politique militariste du gouvernement canadien :

- présenter l'exposition du Comité de solidarité de Trois-Rivières « *Parce que la paix est une priorité!* » au congrès québécois des jeunes d'Amnistie internationale à Saint-Jérôme au début de novembre et trouver d'autres lieux pour la présenter.

4) S'impliquer dans certaines activités des JQSI et du projet FFEPSI « *Un grito por la Madre Tierra* » liées à nos champs d'intervention.

5) Sensibiliser nos membres aux actions urgentes appuyées par SLAM à différents moments de l'année.

1.4 La promotion du commerce équitable

Objectifs de l'an dernier

- 1) Rafraîchir les outils et le discours pour nos activités de sensibilisation.**
- 2) Renforcer les Groupes d'achats (GAPE) et le Réseau de commerce équitable des Laurentides (RCEL).**
- 3) Promouvoir le recours à des produits équitables pour les campagnes de financement dans les écoles.**
- 4) Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides par l'introduction des pauses café équitable dans les institutions.**
- 5) Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2012.**
- 6) Offrir de l'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet.**
- 7) Soutenir le FEEPSI 2011-2012 « *Quand la solidarité Nord-Sud passe par le commerce équitable* ».**

Bilan 2011-2012

1.4.1 Rafraîchissement des outils et du discours afin de :

- dénoncer les rapports économiques inégaux entre le Nord et le Sud ;
- situer le commerce équitable dans une perspective de souveraineté alimentaire ;
- insister autant sur les effets bénéfiques pour les petits producteurs du Sud que sur les acteurs de changement social en action dans ce champ d'activités.

Les éléments suivants ont permis l'atteinte de ces objectifs :

- la production d'un **nouveau dépliant** (impression de 1000 copies) ;
- la conception d'un **power point** sur le commerce équitable présenté au séminaire du 18 février dernier ;
- la rédaction par les stagiaires 2011 et la publication d'un **bulletin spécial** et d'un **texte de réflexion** aussi présenté au séminaire de février.

De plus, lors de trois réunions, les membres du comité ont intégré des **exposés et discussions d'autoformation** de 30 minutes :

- 12 mars : l'entrée en scène des « grands » de la consommation ;

- 18 avril : la prime sociale chez les petits producteurs ;

- 19 juin : quelle direction prendra le commerce équitable (scénarios pour le futur)?

1.4.2 Comité, groupes d'achats de produits équitables (GAPE) et Réseau de commerce équitable des Laurentides (RCEL)

Cinq bénévoles (dont deux nouvelles personnes) sont impliqué-e-s au sein du **comité** de commerce équitable et la coordonnatrice y participe. Il y a eu 10 réunions cette année, plus que normalement, en raison de la fermeture d'Équita au printemps 2012, ce qui fut un choc et a compromis plusieurs éléments de notre plan d'action.

Nous avons alors débuté des démarches pour faire des ententes avec d'autres fournisseurs et avons finalement choisi la coopérative La Siembra d'Ottawa.

Les membres du comité ont fait des commandes conjointes pour les deux **groupes d'achat** (des Basses Laurentides et de Saint-Jérôme communément appelés GAPE sud et GAPE centre).

Une commande unique permet d'éviter des frais de transport. Il y en a eu quatre cette année : en septembre et décembre 2011, puis en mars et juin 2012.

Les deux **GAPE** comptent près de 50 personnes et groupes. On estime qu'il y a eu une dizaine de nouvelles adhésions cette année mais il y a eu aussi des retraits.

Le **Réseau** est formé de 11 membres répartis dans quatre municipalités et comprend six groupes communautaires, deux écoles, un syndicat, une entreprise et une municipalité.

Les ventes des GAPE et du Réseau représentent environ 20 000\$ par année dont la majeure partie vient du Réseau. Par exemple, les ventes du GAPE centre totalisent 1122\$ cette année.

1.4.3 Promotion des produits équitables pour les campagnes de financement dans les écoles

Il y a eu une rencontre avec Marc-André Brûlé d'Équita le 18 octobre 2011 pour avoir un portrait des écoles utilisant ou ayant utilisé les produits équitables comme moyen de financement (23 écoles ont été ciblées).

La Polyvalente de Mont-Tremblant a utilisé le commerce équitable comme moyen d'auto-financement pour un stage au Pérou.

1.4.4 Introduction des pauses café équitable dans les institutions

Le 9 mars 2012, nous avons rencontré une personne du CSSS prête à collaborer pour son réseau (hôpital, CLSC, trois centres d'hébergement et quatre autres sites) qui est le plus important employeur de la région (3500 employés).

Une enseignante d'une école EVB de Saint-Jérôme a introduit le café équitable pour la salle du personnel. Nous avons fait un plan d'action avec elle pour rejoindre quatre autres écoles (rencontre le 28 février) mais ne l'avons pas réalisé. La fermeture d'Équita a suspendu les démarches.

Une stagiaire a réussi à introduire le café équitable pour les pauses café au Bureau régional des Laurentides du ministère de l'environnement (60 employé-e-s) basé à Sainte-Thérèse.

Enfin, un premier contact a été fait avec la FTQ Laurentides-Lanaudière et le Fonds régional de solidarité FTQ. Faute de temps, les démarches n'ont pas été complétées. Le suivi sera fait à l'automne 2012.

1.1.5 Organisation de la Quinzaine du commerce équitable 2012

Dans le cadre de la **Quinzaine du commerce équitable** (1^{er} au 15 mai), nous avons organisé deux **conférences** :

- le 2 mai sur le commerce équitable au Guatemala (cas du café et de l'artisanat) avec Arnaud Dehartes du CECI.
- le 8 mai sur le tourisme équitable avec Louise Constantin de l'entreprise Mercure qui offre des circuits au Mexique et en Haïti (www.tourisme-equitable.qc.ca).



Cette conférence avait été prévue en collaboration avec le Comité Planète du Cégep. La grève étudiante en a décidé autrement.

Les conférences ont rejoint seulement une dizaine de personnes, ce qui fut décevant compte-tenu du temps investi et de la qualité des interventions des conférencier-e-s.

Le communiqué annonçant les conférences n'est pas paru et plusieurs personnes intéressées n'ont pu participer.

Le **matériel promotionnel** (affiches, macarons, collants...) de la Quinzaine offert par *Fairtrade* a été distribué dans six commerces de deux municipalités de la région (Saint-Jérôme et Sainte-Thérèse) : deux brûleries, deux magasins d'alimentation naturelle, un café-resto et une boutique.

1.4.6 Offre d'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet

Nous n'avons pas consacré beaucoup d'énergie à ce volet. Le bulletin spécial des stagiaires « Les Mayas aujourd'hui. Réalités, espoirs et luttes. » est en ligne et présente les réalisations et réflexions du stage sur le commerce équitable.

1.4.7 Soutien au FEPSI (fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale) « Quand la solidarité Nord-Sud passe par le commerce équitable »

Le projet visait, entre autres, à explorer de nouveaux moyens d'augmenter les volumes de ventes équitables.

En plus du travail au sein des GAPE et du Réseau, nous avons réalisé 19 **kiosques de promotion** dans sept municipalités :

- 10 à Saint-Jérôme ;
- 2 à Rosemère ;
- 2 à Sainte-Thérèse ;
- 2 à Val Morin ;
- 1 à Mont-Tremblant, 1 à Sainte-Adèle et 1 à Saint-Eustache.

Ces kiosques ont rejoint divers publics lors de :

- JQSI : 5
- assemblées de Québec solidaire : 3
- événements publics (marchés, festival) : 3
- activités syndicales : 2
- Quinzaine du commerce équitable : 2
- activités pour les jeunes : 2
- assemblée générale de l'AREQ Laurentides (association des retraité-e-s de l'enseignement du Québec) : 1
- conférence avec un partenaire au Cégep : 1

Des démarches ont été faites à l'automne 2011 pour voir les possibilités de kiosques lors de salons de métiers d'art et de marchés de Noël. Un seul a été réalisé.



Deux kiosques prévus n'ont pas eu lieu : le 24 mai à Blainville avec l'AREQ et le 2 juin à Sainte-Agathe (une membre de SLAM y ayant ouvert un commerce qui vend des produits équitables).

Nous estimons avoir rejoint environ 500 personnes, soit en moyenne 26 personnes par kiosque.

Les ventes ont totalisé près de 1100\$ pour 17 kiosques (un kiosque sans vente et un dont les données ont été égarées), ce qui représente en moyenne près de 65\$ par kiosque.

D'autre part, les ventes au local ont totalisé près de 600\$. Elles se font surtout via nos membres, sympathisants et collaborateurs. Nous ne le publicisons pas comme point de vente pour le grand public.

Dans l'ensemble, les **ventes aux kiosques et au local** ne sont donc pas très importantes (moins de 2000\$ pour l'année). Si on considère le temps investi par les bénévoles et la permanence, le coût des kiosques dans certains cas (deux cette année) et les frais de déplacement, il n'y a pas de bénéfices au niveau financier. Il faut donc voir ces activités comme moyen de promotion et de visibilité pour SLAM.

Les kiosques réalisés ont permis de faire découvrir au public la diversité des produits équitables disponibles, la majorité des gens ne connaissant que le café et le chocolat. Nous avons offert aux gens toute la gamme des

autres produits d'Équita (sucre, thés, épices), les produits de l'Aide médicale pour la Palestine (huile d'olive, épices, dattes et savon) et fait connaître l'existence des jus équitables Camino de La Siembra.

Ces kiosques ont également permis d'expliquer l'importance d'adhérer au commerce équitable, autant pour les producteurs du Sud que les consommateurs au Nord.

Enfin, nous avons aussi fait la promotion du nouveau logo de *Transfair*, devenu *Fairtrade* Canada depuis mars 2011 (article dans notre bulletin, nouveau dépliant, etc.).



Une **journée éducative** sur le commerce équitable a été organisée le 7 décembre 2011 avec les participant-e-s d'un groupe de Jeunesse Canada Monde (15 jeunes) séjournant à Saint-Jérôme (échange avec la Bolivie). SLAM a collaboré à la préparation (prêt de documents et vidéos) et à la réalisation (une membre du comité a participé aux échanges).

Nous espérons renouveler l'expérience avec le prochain groupe à l'automne 2012.

Le projet du FEEPSI visait également à **explorer de nouvelles avenues** de solidarisation avec les populations du Sud : tourisme, artisanat et villes équitables.

Perspectives 2012-2013

- 1) Poursuivre la distribution du dépliant.**
- 2) Poursuivre l'autoformation des membres du comité.**
- 3) Poursuivre les contacts avec les institutions.**
- 4) Poursuivre la promotion via les GAPE, le Réseau et la Quinzaine.**
- 5) Échanger avec le CCDA sur la nouvelle certification de leur café Justicia et prendre position sur cette question suite au stage.**
- 6) Limiter les kiosques aux demandes des partenaires communautaires et syndicaux.**

En fait, les deux premières avenues ont seulement été « effleurées » lors de la Quinzaine et rien n'a été fait en lien avec la dernière. Il est évident que le Guatemala a beaucoup de potentiel pour les développer. En tant qu'ex-coopérant au Guatemala, Arnaud Dehartes nous a donné plusieurs pistes pour l'artisanat.

Concernant le tourisme, du 10 au 12 juin, nous avons accueilli Leocadio Juracan du CCDA, en tournée au Canada, et avons abordé cette question avec lui.

Soulignons enfin que SLAM a adhéré récemment à la **nouvelle Association Québécoise du Commerce Équitable (AQCE)** créée en décembre 2011. Nous avons aussi participé à la première assemblée générale annuelle de l'Association le 17 mai dernier. Les contacts qui y ont été établis sont prometteurs de futures collaborations.

Par exemple, j'y ai échangé, avec une représentante de Sierra Éco (www.sierraeco.com). Des contacts ont été faits avec des fleuristes (trois de Saint-Jérôme jusqu'à maintenant dont une qui offre des fleurs équitables). Ce marché est encore très peu connu et développé au Québec.

Merci à nos partenaires, principalement les membres du Réseau et l'ACEF des Basses Laurentides pour les GAPE (réception des commandes) et à tous les bénévoles, en particulier les membres du comité : Yves Nantel, Jean-Guy Roy, Brigitte Robert, France Poulin et Miguel Degiovanni.

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Objectifs de l'an dernier

- 1) Gestion et rédaction du rapport du projet « *Vers la souveraineté alimentaire* » réalisé du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 suite à l'obtention du financement de la Fondation Louise-Grenier (FL-G).
- 2) Discussions, rédaction et présentation d'un nouveau projet, conjointement cette fois, aux bailleurs de fonds, la FL-G et le ministère des Relations internationales (MRI) dans le cadre du Programme québécois de développement international (PQDI).
- 3) Planification et organisation de la levée de fonds annuelle dédiée aux projets de coopération.
- 4) Analyse et prise de position par le comité concernant le travail de coopération et acheminement de propositions au conseil d'administration de SLAM.

Bilan 2011-2012

2.1 Au niveau des projets de coopération

Chronologie des activités

-Juillet 2011 : discussions à Quixaja avec la « *junta directiva* » du *Comité campesino del altiplano* (Comité paysan des hauts-plateaux-CCDA) sur le contenu possible d'un projet à présenter conjointement à la FL-G et au MRI. Le « squelette » du projet fut ainsi élaboré.

-Septembre 2011 : élaboration, discussions avec Leocadio Juracan, coordonnateur du CCDA, et rédaction du projet à présenter à la FL-G.

-Octobre 2011 : réponse positive de la FL-G qui accepte aussi que nous jumelions leur contribution à celle du MRI même si nous aurons la réponse du PQDI seulement en mai ou juin 2012.

-Décembre 2011 à avril 2012 : discussions avec Leocadio et rédaction du projet à présenter au MRI. Beaucoup plus complexe et exigeant que la demande à la FL-G.

-Janvier 2012 : analyse du rapport du CCDA pour le projet « *Vers la souveraineté alimentaire* » exécuté du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

-2011 : discussions avec Leocadio et rédaction finale du rapport du projet à la FL-G.

-Février 2012 : soumission du rapport et acceptation par la FL-G. Soutien à la visite du projet par Yves Grenier, directeur de la FL-G, et deux autres responsables;

-Avril 2012 : présentation du projet « *Développement agro-alimentaire et économique de 11 communautés paysannes mayas* » au MRI avec la FL-G et SLAM comme partenaires financiers.



-Juin 2012 : visite de Leocadio au Québec et séance de préparation du projet présenté selon les scénarios envisagés :

- obtention des sommes du MRI donc réalisation du projet entier ou ;
- refus du projet par le MRI et aménagement d'un projet de beaucoup moindre envergure mais avec une participation financière de SLAM beaucoup plus grande.



-Juin 2012 : publicisation importante du travail de SLAM avec le CCDA dans divers journaux : Le Nord-Info, Journal le Nord et L'Écho du Nord.

-Juillet 2012 : soulagement car réception d'une réponse positive du MRI. Le projet de 160 000 \$ se réalisera en entier.

Le travail de rédaction et de gestion de projets était sous la responsabilité de Monique Lapierre et d'Yves Nantel.

2.2 Au niveau de la campagne de levée de fonds

Chronologie des activités

-Automne 2011 - Planification de la campagne sous deux volets principaux :

- levée de fonds auprès des membres et sympathisants de SLAM
- activités de financement
- sollicitations diverses

-Novembre 2011- Lancement de la campagne avec un objectif de 10 000\$ et organisation de l'activité « Emballage » chez Maxi : 995 \$.

-Décembre et mois suivants - Rédaction et envoi de quatre capsules informatives à plus de 100 personnes sur des éléments du projet de coopération en cours de réalisation et sur des enjeux de coopération internationale afin de maintenir l'information dans le réseau des donateurs actuels et potentiels.

-Mai 2012 - Organisation d'une deuxième activité « Emballage » chez Maxi : 761 \$.

Résultats de la campagne 2011-2012

Activités	Montant
Individus	7 845 \$
Organismes, députés et entreprises	1 100 \$
Emballage chez Maxi (2 activités)	1 756 \$
Total	10 701 \$

Il faut souligner ici l'implication de plusieurs membres de SLAM pour l'activité d'emballage, qui fut aussi « emballante », au dire de plusieurs. Le sous-comité responsable de ce travail était composé de Monique Lapierre, Yves Nantel et coordonné par Claire Contant.

La permanente a assuré un soutien logistique constant. Yves Nantel s'est retiré du comité au printemps 2012. Diane Thériault a accepté de se joindre au comité pour la prochaine année.

2.3 Autres implications du comité

En dehors des réalisations concrètes, le comité a analysé les possibilités de projets de coopération et formulé une proposition au conseil d'administration concernant la soumission du projet au MRI et à la FL-G. Il a aussi traité et formulé des hypothèses de solutions aux problèmes de la remise des argents aux communautés visitées par les stagiaires. Ces hypothèses furent présentées pour décision au conseil d'administration.

Le comité était formé de Claire Contant, Marcel Gosselin, Monique Lapierre, Michel Poirier, Diane Thériault sous la coordination d'Yves Nantel. Il s'est réuni à quatre reprises dans l'année.

2.4 Conclusion : points forts du travail de l'année

Grâce à notre travail de collaboration avec la FL-G et aux efforts soutenus de l'équipe de levée de fonds pour les projets de coopération, nous avons pu accéder à un financement

du PQDI-MRI qui nous resitue presque au niveau antérieur (années 1990) quant à l'ampleur des budgets pour nos projets.

Le travail constant de l'équipe de levée de fonds a permis de dépasser l'objectif ambitieux de 10 000 \$ cette année. Avec le montant mis en réserve l'an dernier, nous renforçons graduellement notre autonomie financière et notre marge de manœuvre pour présenter des projets de coopération. Chapeau à l'équipe!

Le travail avec notre nouveau partenaire, le CCDA, s'avère très fructueux et nos projets se situent vraiment dans une perspective de changement social, de changements structurels pour permettre au peuple guatémaltèque d'aspirer à plus de justice sociale. Une des forces de ce partenariat, c'est l'assurance de la pérennité des projets financés car le CCDA est un organisme très bien enraciné dans le milieu et qui travaille à l'année longue avec les mêmes paysans par la suite.

Perspectives 2012-2013

- 1) Assurer la mise en marche du projet « Développement agro-alimentaire et économique de 11 communautés paysannes du Guatemala », signer les ententes avec le MRI et avec le CCDA, puis, assurer la gestion, l'administration et le suivi tout au cours de l'année.**
- 2) Entreprendre la réflexion sur les conditions et la possibilité de demander une subvention à la Fondation Louise-Grenier à l'automne 2013.**
- 3) Être à l'affût des opportunités de présenter une demande d'aide financière à l'ACDI.**
- 4) Maintenir le travail de levée de fonds pour le financement des projets de coopération afin de consolider la réserve affectée à cet effet et ce, dans une perspective d'autonomie financière de plus en plus grande à ce niveau.**

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

Objectifs de l'an dernier

- 1) Développement du « *membership* » et des structures d'accueil.
- 2) Produire deux « Bulletin SLAM » et deux « Bulletin Express ».
- 3) Maintenir à jour le site internet et la page Facebook.
- 4) Relancer le comité de documentation.
- 5) Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions.
- 6) Explorer les autres sources de financement et de reconnaissance possibles.

Bilan 2011-2012

3.1 Personnel de SLAM

Sylvie Gendron a pris la relève de Sophie-Isabelle Deschâtelets en août 2011. Cette année encore, SLAM n'a pu compter que sur une seule personne rémunérée.

3.2 Membership et militant-e-s

SLAM a clôturé l'année avec 41 membres en règle (dont six nouveaux membres), comparativement à 56 en 2010-2011. Dans la majeure partie des cas, nous croyons que le non-renouvellement n'est qu'un oubli.

La moitié des membres sont aussi des bénévoles impliqués au sein du conseil d'administration et des divers comités.

Merci à chacun-e!

Soulignons qu'une activité sociale a été organisée en décembre 2011. Ce fut une belle opportunité d'échange!

3.3 Conseil d'administration

Composé de sept personnes, le conseil d'administration s'est rencontré à sept reprises au cours de l'année et une fois lors d'un C.A. élargi. Les membres du conseil d'administration ont été : Marcel Gosselin, président ; Alain Bellemare, vice-président ; Lise Nantel, trésorière ; Pierre Charbonneau, secrétaire ; Marie-Ève Prévost ; Maria Franchi et Marie-

Claude Coupal. Marie-Claude nous ayant quittés en cours d'année, Michel Poirier a réintégré le C.A.

Conseil d'administration élargi :

Le 18 février 2012, lors de ce rendez-vous annuel du C.A. et des membres de comités, les participant-e-s ont discuté de commerce équitable (voir p.11) et d'autofinancement à partir de présentations d'Yves et Lise Nantel. Un nouveau comité a ensuite vu le jour pour l'enjeu de l'autofinancement.

3.4 Comités

Comme vous avez pu le constater à la lecture de ce rapport, le travail réalisé par les bénévoles des comités est colossal. Certains membres sont passionnés au point de s'impliquer dans deux, parfois même trois comités et ce, depuis des années, voire des décennies dans certains cas. SLAM leur doit énormément mais pense aussi à trouver et former de la relève pour le jour où les pionnier-ère-s prendront une vraie « retraite » ! Avis aux intéressé-e-s...

Pour ce qui est du comité d'autofinancement, il s'est fixé trois objectifs généraux : contribuer à la survie et à l'autonomie de SLAM, améliorer sa visibilité et renforcer sa vie associative. Ses membres sont Ève Duhaime, Marie-Ève Prévost, Maria Franchi et Marcel Gosselin. Michel Poirier et Sylvie Gendron y ont aussi contribué.

Le comité a tenu deux réunions et a exploré diverses activités : spectacles musicaux, encan d'artisanat du Guatemala, vente de produits équitables (bière, vin, café, cartes de souhait avec photos du Guatemala), commandites, soupers bénéfiques, épluchettes, activités de plein air, etc.

Il a finalement décidé de se concentrer sur l'organisation d'un **spectacle bénéfice le 8 novembre 2012**, mettant en vedette le groupe du chanteur brésilien Paulo Ramos, avec le concours du comité culturel de l'école secondaire Augustin-Norbert Morin de Sainte-Adèle. L'objectif est de recueillir 3 500\$ et de contribuer à la vie associative.



On profitera de l'occasion pour présenter les membres du prochain stage et souligner leur départ pour le Guatemala et le lancement des JQSI.

Le gros du travail a consisté à planifier la logistique de l'événement : établir les partena-

riats, faire les réservations et dresser la liste des tâches.

Le comité documentation

Ce comité est toujours à l'état de projet, faute de bénévoles.

3.5 Communications

-Bulletin SLAM et Bulletin Express

Nous avons produit un seul bulletin en décembre 2011. Nous espérons en produire un deuxième au printemps mais les demandes et rapports de subvention ont été priorités.

Par contre, les membres ont reçu des messages régulièrement au cours de l'année pour les tenir informés de l'évolution des dossiers.

-Site Internet

Pour les mises à jour du site, nous avons encore pu compter sur la précieuse collaboration de Pierre Monette. Nous n'avons pas de données sur son utilisation.

-Page Facebook

Notre page d'organisme est passée de 135 mentions « J'aime » à 174. Elle est utilisée pour faire la promotion de nos activités et sert de relais pour celles de nos partenaires, incluant le CCDA du Guatemala!

3.6 Partenaires

SLAM peut compter sur la collaboration de nombreux partenaires lors des JQSI, pour le projet FEEPSI et le travail de chaque comité. Ils ont été mentionnés dans les sections correspondantes. Toute notre reconnaissance à ces fidèles alliés de la solidarité internationale!

Perspectives 2012-2013

1) Consolider et développer le « *membership* ».

2) Réviser notre stratégie de communication, améliorer nos outils et explorer la possibilité de former un comité dont ce serait le mandat.

3) Maintenir à jour le site internet et la page Facebook.

4) Explorer les autres sources de financement et de reconnaissance possibles.

En ce sens, le comité d'autofinancement réalisera bientôt la soirée festive du 8 novembre et planifiera d'autres activités de financement pour 2013-2014.

SLAM, votre organisme de solidarité internationale depuis 1984!

712 Saint-Georges, Saint-Jérôme, J7Z 5C6, (450) 569-6470, info@slamlaurentides.org
www.slamlaurentides.org

***Merci de votre solidarité!
Thank you for your solidarity!
¡Gracias por su solidaridad !***

Les activités du SLAM sont réalisées grâce à l'appui financier
du ministère des Relations internationales du Québec (M.R.I.), de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), de la Fondation Louise-Grenier ainsi que de nombreux membres et donateurs individuels et corporatifs. Merci à tous pour votre appui!

Relations
internationales
Québec 

